

Programme Opérationnel National pour la mise en œuvre de l'Initiative Européenne pour la Jeunesse (IEJ)

axe 1 : Accompagner les jeunes NEET vers et dans l'emploi

Objectif spécifique unique :

Proposer une solution d'emploi, de stage, de formation ou d'apprentissage par un repérage précoce, un accompagnement personnalisé ou des opportunités d'insertion professionnelle aux jeunes NEET

Appel à projets (AAP) régional IEJ/FSE GRAND EST

Proposer aux jeunes NEET
un parcours d'accompagnement
renforcé et innovant vers et dans l'emploi

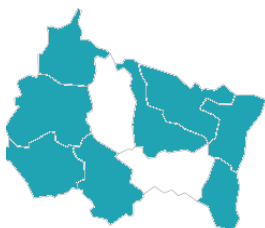
Date de lancement de l'AAP : 30/04/2018

Date de clôture de l'AAP : 30/09/2018

Début de période de réalisation : 01/01/2018

Fin de période de réalisation : 31/12/2020

Zone géographique d'éligibilité du public NEET :



→ Alsace

→ Champagne-Ardenne

→ Moselle et Meurthe-et-Moselle

DIRECCTE GRAND EST
Service régional du fonds social européen
6 rue G. A. Hirn 67085 STRASBOURG CEDEX

**La demande de concours est obligatoirement à remplir et à déposer
sur le site Ma Démarche FSE
(entrée « programmation 2014-2020 »)**

https://ma-demarche-fse.fr/si_fse/servlet/login.html

Avertissement : Le présent document sera prochainement présenté en consultation écrite au comité régional de suivi, institué au titre des programmes européens 2014-2020, et par conséquent susceptible de modifications.

Contact :

Pour toutes questions relatives à l'appel à projets et à la saisie du formulaire dans MDFSE :

Alsace : alsace.fse@direccte.gouv.fr
Champagne-Ardenne : champ.fse@direccte.gouv.fr
Lorraine : lorraine.fse@direccte.gouv.fr

SOMMAIRE

1- Diagnostic et enjeux de l'appel à projets.....	5
1.1 Contexte de l'appel à projets :	5
1.2 Objectif de l'appel à projets	7
2- Caractéristiques des projets attendus	8
2.1 Le public cible	8
2.2 Les actions éligibles	8
2.2.1 Un repérage des jeunes NEET	9
2.2.2 Un diagnostic partagé.....	9
2.2.3 Un accompagnement personnalisé.....	10
2.3 Les actions inéligibles	12
2.4 Les livrables de réalisation du suivi des participants	12
2.5 Les porteurs de projets éligibles	14
3- Critères de sélection des projets.....	15
3.1 Textes de référence.....	15
3.2 Les règles communes d'éligibilité des opérations.....	17
3.3 Règles communes d'éligibilité et de justification des dépenses	18
3.4 Les critères financiers de sélection des opérations.....	19
3.5 Réduction de la charge administrative.....	21
3.6 Vigilance sur le sur-financement	23
3.7 Durée de conventionnement des opérations	23
3.8 Obligation de dématérialiser les échanges d'information entre les bénéficiaires et l'autorité de gestion, l'autorité de certification et l'autorité d'audit	23
3.9 Possibilité de préfinancement de la part FSE.....	24
3.10 Modalités et calendrier de dépôt des demandes	24
3.11 Publicité et information.....	25
4- Les indicateurs de résultats et de réalisation.....	27
5- le service instructeur.....	28
6- Réunions d'appui au montage de projets.....	28

PREAMBULE

Traduction de l'engagement de l'Union européenne à s'engager en faveur de l'emploi des jeunes, l'initiative européenne pour la jeunesse (IEJ) vise à offrir un **parcours d'insertion professionnelle et sociale à la partie des jeunes Européens les plus en difficultés**. Elle doit concourir à la prolongation de la mise en œuvre de la Garantie européenne pour la jeunesse, selon la recommandation du Conseil de l'Union européenne du 22 avril 2013.

Il s'agit de proposer à ces jeunes un emploi de qualité, une formation continue, un apprentissage ou un stage, dans les quatre mois suivant la perte de leur emploi ou de leur sortie de l'enseignement formel.

L'IEJ vise ainsi tous les jeunes âgés de moins de 26 ans, sans emploi **et/ou** ne suivant ni études ni formation (dénommés NEET¹), résidant dans les régions éligibles, et qui remplissent les conditions de chômeurs de catégorie A, quel que soit leur niveau d'études, qu'ils soient inscrits ou non en tant que demandeurs d'emploi

Au titre de la prolongation du programme opérationnel national de l'IEJ sur la période 2018-2020, l'architecture de gestion de l'IEJ est partagée, selon le même schéma que le FSE, entre l'Etat et les Régions. L'IEJ est donc mise en œuvre de la façon suivante :

- Un programme opérationnel national IEJ en date du 3 juin 2014, approuvé par la Commission européenne, lequel couvre l'ensemble de la métropole et des départements d'Outre-Mer, comprenant un volet national et des actions déconcentrées ;
- des axes prioritaires intégrés aux PO régionaux FEDER/FSE/IEJ par les conseils régionaux.

L'IEJ se traduit par un abondement de crédits pour les régions dans lesquelles le taux de chômage des jeunes est supérieur à 25%, avec une flexibilité de 10% maximum des crédits pouvant être répartis dans des zones infrarégionales. En région Grand Est, selon l'arbitrage national rendu en la matière, **seuls les territoires du département de Moselle-et-Meurthe et Moselle sont concernés** au titre de cette flexibilité budgétaire. Par ailleurs, **les territoires d'Alsace et de Champagne-Ardenne sont éligibles en totalité**.

Les lignes de partage entre l'Etat et le Conseil régional GRAND EST

Dans ce cadre, l'**Etat**, via ses trois volets de gestion IEJ déconcentré en Alsace, Lorraine et Champagne-Ardenne concentrera son action de cofinancement sur le **repérage** des NEETs, non intégrés dans les dispositifs existants, et **leur accompagnement renforcé vers et dans l'emploi** tandis que le **conseil régional** concentrera ses fonds IEJ sur la mise en œuvre de **solutions de formations** pour ces jeunes NEET déjà repérés et/accompagnés. Ces lignes de partage régionales GRAND EST offrent aux jeunes NEET une coordination d'actions et de financements ayant pour objectif de leur proposer rapidement, soit un emploi de qualité, soit une formation.

Capitalisation de l'expérience acquise dans la gestion du programme IEJ de 2014 à 2017

A la suite de l'expérience issue de l'appel à projet IEJ 2014-2017 en Champagne-Ardenne ayant permis le repérage et l'accompagnement renforcé de 6 360 jeunes NEET par le Gip Formation Continue, les 15 missions locales du territoire et l'AFPA, une note de capitalisation est disponible sur le site de la Direccte Grand Est (<http://grand-est.direccte.gouv.fr/Communication-5154>), permettant aux candidats, à toutes fins utiles, de se référer à une expérience ayant fonctionné.

¹ NEET : Neither in Employment nor in Education or Training

1- Diagnostic et enjeux de l'appel à projets

1.1 Contexte de l'appel à projets :

Dans la région GRAND EST, l'insertion des jeunes est plus difficile qu'en France métropolitaine. D'après les recensements de population Insee 2007 et 2012, la région compte 485 500 jeunes âgés de 18 à 24 ans. Parmi eux, 95 300 sont vulnérables (19,6 %), n'étant ni en formation, ni en emploi. Cette part est plus élevée que la moyenne métropolitaine (18,1 %).

Les jeunes femmes sont davantage concernées : 19,8 % d'entre elles ne sont pas insérées (*ni en emploi, ni en formation / à la population âgée de 18 à 24 ans*), contre 19,4 % des jeunes hommes résidant en Grand Est.

Les départements ruraux concentrent les difficultés des jeunes. En effet, la proportion de jeunes non insérés est particulièrement importante dans les départements les plus ruraux. Dans les Ardennes, près de 30 % des jeunes ne sont pas insérés. En Haute-Marne, près d'un quart des jeunes sont concernés. Ces départements disposent de peu de structures d'enseignement supérieur.

À l'inverse, la part de jeunes non insérés est plus faible dans les départements urbains de la région : 15,6 % des jeunes ne sont pas insérés dans le Bas-Rhin, 15,7 % en Meurthe-et-Moselle et 17,2 % dans la Marne. Ils concentrent la plupart des structures d'enseignement de la région et une part importante d'étudiants. La proportion de jeunes en cours d'études y est élevée : près de 40 % dans le Bas-Rhin et dans la Marne, et plus de 45 % en Meurthe-et-Moselle.

Cependant, l'enjeu pour ces jeunes est d'être en mesure de gagner en autonomie pour s'insérer professionnellement. Or, les jeunes de ces départements qu'ils soient qualifiés ou pas sont de plus en plus en difficulté depuis 2007.

Ces difficultés sont plus importantes pour les jeunes peu ou pas qualifiés.

Les jeunes de 18 à 24 ans sont en moyenne moins diplômés dans la région qu'en France métropolitaine. En effet, parmi les 250 800 jeunes ayant terminé leurs études en 2012, 48,8 % ont un diplôme équivalent ou supérieur au baccalauréat, soit 1 point de moins qu'en France métropolitaine. Or, l'insertion des jeunes est fortement liée au niveau du dernier diplôme obtenu.

Moins le diplôme est élevé, moins le taux d'insertion est fort. Ainsi, 66,5 % des 40 800 jeunes de 18 à 24 ans sans diplôme ne sont pas insérés.

Parmi les 70 800 jeunes ayant le baccalauréat comme dernier diplôme, 30,4 % ne sont ni en emploi ni en formation. Enfin, près d'un cinquième des 51 600 diplômés du supérieur ayant terminé leurs études en 2012 ne sont pas encore insérés.

Fin 2014, 19 % des jeunes de 20 à 24 ans sont sans diplôme.

Les enfants de familles monoparentales sont les plus touchés par les difficultés d'insertion.

Près de 30 % d'entre eux ne sont pas insérés, contre près de 20 % des enfants de couples.

Toutefois, la proportion de jeunes non insérés dépend de leur mode de cohabitation au départ du domicile familial. **Les jeunes parents isolés sont les plus concernés :** plus des deux tiers ne sont pas insérés.

Les difficultés d'insertion s'accroît et concernent près de 7 % des jeunes qui vivent seuls, plus de 17 % des jeunes en couple sans enfant et près de 50 % des jeunes vivant en couple et ayant des enfants.

Au final, au 31/12/2016, le nombre de jeunes chômeurs de 15-24 ans représente 164 000 jeunes dans les départements éligibles dont 40% en Alsace, 32% en Lorraine (54+57) et 28% en Champagne-Ardenne.



LE PREFET DE REGION GRAND EST



Le taux de chômage de ces jeunes 15-24 ans dépasse les 25% dans les départements 54 et 57 en Lorraine, 29,1% en Champagne-Ardenne et 29,4% en Alsace contre 17,9% dans la zone Euro.

Cet appel à projet a pour objectif de repérer ces NEETs et leur donner l'accès à un accompagnement spécifique renforcé cofinancé par des fonds européens IEJ/FSE dans le cadre de projets développant une approche innovante au regard des dispositifs de droit commun.

Synthèse de différentes études réalisées par l'INSEE à partir des recensements de populations de 2007 et 2012 et chiffres Eurostat au 31/12/2016

Validé AG

1.2 Objectif de l'appel à projets

L'objectif de cet appel à projets est de repérer, puis d'accompagner les jeunes vers et dans l'emploi en leur proposant des modalités d'accompagnement **innovantes, adaptées** à leurs difficultés d'insertion socio-professionnelle et **facilitant les immersions professionnelles**.

Rappel du cadre du programme :

Le programme opérationnel national pour la mise en œuvre de l'initiative pour l'emploi des jeunes (en métropole et en outre-mer) s'inscrit dans le cadre d'intervention du règlement de l'Union Européenne n° 1303/2013 ainsi que le règlement FSE n° 1304/2013 du Parlement européen et du Conseil (du 17 décembre 2013).

L'objectif thématique 8 : « promouvoir l'emploi durable et de qualité et soutenir la mobilité de la main d'œuvre

La priorité d'investissement 8.2 : « l'intégration durable sur le marché du travail des jeunes, en particulier ceux qui ne travaillent pas, ne font pas d'études ou ne suivent pas de formation, y compris les jeunes exposés à l'exclusion sociale et ceux issus de groupes marginalisés, en mettant en œuvre la garantie jeunesse »

L'axe 1 du programme vise l'accompagnement des jeunes NEET vers et dans l'emploi, en leur proposant une **solution d'emploi, de stage, de formation ou d'apprentissage** à travers trois types d'actions :

- Un repérage précoce, en particulier des jeunes les plus éloignés du marché du travail ;
- Un accompagnement personnalisé de qualité ;
- Des opportunités d'insertion professionnelle, grâce à l'acquisition de compétences par la formation, l'apprentissage ou l'immersion en milieu professionnel.

Les résultats attendus par les actions soutenues dans le cadre de la priorité d'investissement 8.2 du PON IEJ sont :

- Le repérage, suivi d'un accompagnement personnalisé du NEET dans les 8 départements éligibles dans le GRAND EST ;
- L'augmentation du nombre de NEET de moins de 26 ans bénéficiant d'un accompagnement renforcé vers la formation, l'apprentissage, un stage ou un emploi de qualité ;
- L'augmentation du nombre de mises en situation professionnelle des jeunes NEET ;
- La meilleure connaissance de ses aptitudes/compétences/savoirs révélés, voire confirmés, transférables entre secteurs d'activités pour chaque NEET ;
- Une meilleure structuration et un meilleur outillage des parcours d'accompagnement offert.

2- Caractéristiques des projets attendus

2.1 Le public cible

Les actions d'accompagnement s'adressent exclusivement aux jeunes NEET rencontrant des difficultés particulières d'insertion sociale et/ou professionnelle et répondant aux critères cumulatifs suivants :

- être âgé de 16 à 25 ans révolus ;
- être demandeur d'emploi ou inactif, c'est-à-dire répondant aux conditions de demandeurs d'emploi de catégorie A sans qu'il soit nécessaire d'être inscrit à Pôle Emploi ;
- ne pas être en éducation, c'est-à-dire non inscrits dans un établissement secondaire ou universitaire ou déjà repéré comme décrocheur par l'éducation nationale ;
- ne suivre aucune formation initiale ou professionnelle au moment de la prise en charge ;
- résider obligatoirement dans les territoires éligibles au programme opérationnel national IEJ dans le Grand Est, à savoir l'Alsace, la Champagne-Ardenne, la Moselle et la Meurthe-et-Moselle.

Une attention particulière sera portée aux jeunes issus des quartiers relevant de la politique de la ville.

L'éligibilité du NEET n'est pas liée à son niveau de formation initiale, mais dépend de ses difficultés à accéder à l'autonomie.

L'accompagnement des jeunes NEET peut être cofinancé dans le cadre de la cotraitance s'exerçant entre Pôle Emploi et d'autres organismes du service public de l'emploi afin que ces personnes puissent bénéficier du meilleur accompagnement possible vers l'emploi en fonction de leurs besoins.

Les jeunes qui bénéficient des dispositifs de la Garantie Jeunes ou du service civique ne peuvent être simultanément dans une opération cofinancée au titre du présent appel à projets IEJ 2018-2020.

Les pièces d'éligibilité des participants à fournir obligatoirement sont décrites en annexe de l'appel à projets.

2.2 Les actions éligibles

Assistance aux personnes uniquement

Tout organisme souhaitant répondre au présent appel à projets devra proposer un dispositif qui intègre toute ou partie des actions suivantes :

2.2.1 Un repérage des jeunes NEET

Nombre de jeunes NEET ne sont actuellement pas repérés par les prescripteurs et dispositifs de droit commun.

L'objectif du présent appel à projet présent est donc de renforcer les moyens de détection des NEETs en faisant appel à des structures en mesure de les repérer par leur réseau de partenaires, de les capter le temps de réaliser un diagnostic et une orientation vers un accompagnement adapté vers l'emploi.

Le repérage peut donc être effectué non seulement par les prescripteurs de droit commun et les dispositifs ciblés existants, mais aussi par des structures offrant méthodes et outils d'approche et de détection innovante en mesure de mettre en place des actions de remédiation, de réalisation de diagnostics. Afin d'éviter toute concurrence entre projets, il convient que le futur responsable du projet se rapproche des acteurs du SPE pour s'en assurer.

Parce que le repérage est une étape déterminante dans la proposition d'un parcours d'accompagnement, cette étape doit permettre de **repérer les jeunes NEET** les plus éloignés de l'emploi, notamment ceux qui sont en situation de décrochage scolaire ou universitaire, les jeunes sans qualification qui ne sont pas ou plus en lien direct avec un des services publics de l'Education ou de l'emploi, soit autant de typologie de jeunes aux situations différentes nécessitant des réponses d'accompagnement vers l'autonomie vers et dans l'emploi différenciées, individuelles, renforcées et intensives.

2.2.2 Un diagnostic partagé

L'organisme ayant procédé au repérage du jeune NEET établit alors un diagnostic de la situation du jeune. C'est sur la base de ce diagnostic qu'un projet d'accompagnement est ensuite proposé au jeune.

Dans une démarche inclusive, il s'agit de formaliser le parcours avec le jeune.

La durée entre repérage, diagnostic et entrée dans l'action d'accompagnement devra être limitée afin de réduire les risques de rupture. Ainsi, le jeune devra débuter son accompagnement au plus tard **2 mois après la validation du diagnostic**.

Différents dispositifs de repérage, financés par le droit commun, existent déjà tels que :

- les « plates-formes de suivi et d'appui aux décrocheurs »² et la mission de lutte contre le décrochage,
- la journée défense et citoyenneté³.

² Les plateformes de suivi et d'appui aux décrocheurs reposent notamment sur la collaboration entre les missions locales et les Centres d'Information et d'Orientation. Elles sont pilotées par le ministère de l'Education nationale et font l'objet d'un partenariat interministériel. ATTENTION évolution à compter du 1^{er} janvier 2015. Ceux sont les régions qui désignent les responsables des PSAD (art de la loi du 5 mars) et pilotent.

³ Elle est organisée par la direction du service national (ministère de la défense) pour tous les jeunes âgés de 17 ans. En 2012, 748 546 jeunes ont participé à une journée défense et citoyenneté. Outre-mer, ces journées sont particulièrement importantes car elles permettent de détecter les jeunes en grave difficulté de lecture, bien plus nombreux que dans l'hexagone : la part des jeunes de 18 ans en difficulté de lecture atteint entre 30 et 75 % dans les outre-mer contre une moyenne France entière à 10 %. Cet efficace dispositif de détection permet ensuite d'orienter les jeunes concernés vers les missions locales ou le Service militaire adapté, dispositif spécifique à l'outre-mer.

Ils permettent de détecter des jeunes en situation de décrochage scolaire et de les réorienter vers des structures d'accompagnement et d'insertion professionnelle (Pôle Emploi, missions locales, associations ou services d'action sociale...).

2.2.3 Un accompagnement personnalisé

L'objectif est d'augmenter le nombre de jeunes NEET bénéficiant d'un accompagnement socio-professionnel global, d'un suivi intensif sur l'ensemble du territoire des 8 départements éligibles au fonds IEJ sur la région Grand Est.

Les projets doivent favoriser une intégration professionnelle durable et de qualité au terme du parcours vers l'emploi.

Les projets peuvent :

- renouveler/compléter les modalités d'accompagnement mises en œuvre dans les modes de parcours existants en particulier le PACEA (parcours contractualisés d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie) en fonction d'une analyse des besoins des jeunes NEET ;
- **OU** créer de nouveaux dispositifs expérimentaux répondant à des besoins restés sans réponse ;

Une action d'accompagnement de qualité qui comprend une combinaison de sous-actions individuelles et collectives nécessite au minimum un référent dédié travaillant en face-à-face avec les jeunes NEET.

Cet accompagnement se voudra intensif, sur une durée déterminée, renouvelable sous condition express.

Cet accompagnement devrait comprendre plusieurs axes dont :

➤ **Axe 1 : L'accompagnement collectif et individuel**

La motivation, voire la redynamisation et l'implication individuelle du jeune peut être obtenue par l'approche collective. La dimension collective de l'accompagnement vise à faciliter l'acquisition des savoirs fondamentaux, à savoir :

- les connaissances de base : lecture, écriture, calcul et raisonnement logique
- l'utilisation des TIC : informatique, numérique et multimédia
- les compétences sociales dont la connaissance de soi
- ...

L'accompagnement individuel permet quant à lui **d'adapter le parcours aux besoins spécifiques du jeune en termes de contenu et de durée**. Ainsi, le parcours progressif est co-construit entre le jeune et le référent est ajusté en permanence.

La part entre accompagnement collectif et individuel varie selon le degré d'éloignement du jeune du marché du travail.

L'accompagnement peut intégrer à la fois une dimension sociale et professionnelle, afin que le parcours personnalisé proposé au jeune tienne compte de l'intégralité de ses besoins.

Les principaux freins à l'insertion identifiés appelant des actions spécifiques portent sur :

- les problèmes de mobilité réguliers ou ponctuels (bus, train, permis,...),
- les achats de premiers matériels ou de vêtements,
- les actions courtes de formation en lien avec le parcours venant compléter la formation initiale,

- les appuis à la garde d'enfant.

Toutefois, **aucun projet ne pourra porter exclusivement sur cette thématique annexe**. Ainsi, la prise en compte de difficultés périphériques devra-t-elle s'intégrer au parcours d'accompagnement vers l'emploi en tant que tel. En outre, cette aide indirecte ne doit pas se substituer aux aides de droit commun dont les formations proposées par le conseil régional.

Enfin, l'accompagnement peut être constitué **d'actions visant l'identification formalisée et la révélation/valorisation des points forts et compétences**, y compris non professionnelles et non techniques déjà acquises par le jeune dont il a conscience ou pas (aptitudes, savoirs-être-faire, comportements, compétences professionnelles et non professionnelles) **transposables aux situations professionnelles**.

➤ **Axe 2 : La mise en situation professionnelle et la valorisation des acquis**

Les jeunes NEET doivent multiplier les expériences favorisant la prise de conscience, puis le développement des savoir-être et savoir-faire, à partir de périodes d'immersion en entreprise, de coaching individuel/collectif et d'ateliers, qui offrent aux jeunes une multiplicité de mises en situation.

Des périodes d'analyse de compétences passant par une simulation de situation professionnelle sur plateau technique par métier ou secteur d'activité peuvent être envisagées pour objectiver le profil du jeune et mieux cerner son projet professionnel.

Les mises en situation en milieu professionnel ou toute forme de mise en situation de travail, y compris de courte durée, visent à développer la culture professionnelle du jeune. Elles lui permettent également de se familiariser avec les fondamentaux de la vie en entreprise et d'acquérir un socle de compétences nécessaires à l'opérationnalité en situation de travail.

Ces mises en situation en milieu professionnel réel ou simulé constituent un élément fondamental de réussite de ces projets d'accompagnement vers l'emploi, à développer.

Un parrainage pourra également être envisagé entre 2 jeunes dont un NEET, entre un chef d'entreprise et un jeune NEET. Dans ce cas, le référent de parcours constitue un binôme entre un professionnel ou un autre jeune accompagnant de la société civile et un jeune NEET. Cette action apporte au jeune en parcours d'accompagnement un appui complémentaire, assuré par un professionnel actif ou tout autre profil permettant une meilleure approche de son environnement socio-économique. Elle peut aussi faciliter sa recherche d'emploi ou de formation. Ces parrainages pourront avoir un caractère individuel ou collectif.

Afin d'optimiser ces opportunités et prévenir les ruptures du parcours d'accompagnement, la structure renforcera le **suivi en emploi**.

Ces deux axes de l'accompagnement sont cumulatifs, mais des projets d'accompagnement plus ciblés peuvent également être retenus.

A noter : un projet de repérage doit systématiquement intégrer la partie « accompagnement renforcé ». En revanche, un projet portant uniquement sur l'accompagnement est éligible, le repérage ayant pu être réalisé par ailleurs, financé sur le droit commun, dans le cadre du présent appel à projet ou de toute autre action financée dans la cadre d'un appel à projets national.

Une attention toute particulière sera donc portée sur les actions présentant un caractère structurant, de manière à accroître l'effet levier et la valeur ajoutée de l'IEJ au regard des dispositifs de droit commun. La participation de l'IEJ sera prioritairement mobilisée au profit des projets **permettant de créer du lien entre les différents acteurs** sur le territoire, notamment entre les acteurs de la formation et ceux de l'accompagnement vers l'emploi du public NEET.

Cet accompagnement doit être personnalisé, innovant, intensif, contractualisé, révélant les qualités/capacités/compétences du jeune NEET en situation professionnelle, sans imposer, a priori, la nécessité d'être formé.

2.3 Les actions inéligibles

L'IEJ ne couvre que des opérations bénéficiant directement aux jeunes NEET.

Compte tenu de la difficulté de mesurer précisément leur impact, les opérations proposant **exclusivement** des études, forums, actions de sensibilisation et/ou de communication sont inéligibles. En revanche, les actions de diagnostic ou de sensibilisation sont éligibles lorsqu'elles s'intègrent dans un parcours vers l'emploi et/ou la formation qui est également cofinancée au titre du projet.

Les actions d'accompagnement qui n'ont pas de portée professionnelle, c'est-à-dire qui n'ont pas pour objectif principal une solution d'emploi, de stage, de formation ou d'apprentissage (action d'épanouissement personnel ou culturel, d'aide à la mobilité, d'autonomisation ...) ne sont pas éligibles à l'IEJ.

Il en va de même pour les projets de soutien aux structures.

Par ailleurs, certains dispositifs déjà financés au titre du volet central du PON IEJ sont inéligibles aux présentes orientations IEJ 2018-2020, tels que : l'accompagnement intensif des jeunes de Pôle emploi (AIJ), l'accompagnement APEC, la formation des emplois d'avenir, la Garantie jeunes.

Dans certains cas, l'effet levier de l'intervention de l'IEJ/FSE est difficilement mesurable en termes d'impacts sur la situation du jeune entre entrée et sortie du dispositif, c'est pourquoi les actions suivantes sont exclues :

- les opérations ayant pour objet exclusif ou principal le financement d'études ;
- les opérations ayant pour objet exclusif ou principal le financement du fonctionnement de structures ;
- l'insertion par l'activité économique (IAE) relevant des organismes intermédiaires que sont les conseils départementaux et les PLIE, toute action subventionnable de façon bilatérale au titre de l'axe 3 « inclusion active ».

Enfin, toute action relevant du périmètre d'intervention et de compétence du Conseil régional, à savoir la formation des jeunes demandeurs d'emploi que sont les NEET, est inéligible au PON IEJ.

2.4 Les livrables de réalisation du suivi des participants

Pour les deux axes constitutifs de l'accompagnement renforcé, décrits ci-dessus, des modalités spécifiques de suivi des participants sont requises.

Les livrables attendus sont constitués pour permettre d'attester et tracer à la fois la mise en œuvre de l'accompagnement renforcé par rapport au plan d'actions et objectifs fixés entre le jeune et son référent, ce au moment du contrôle de service fait.

Ces livrables doivent traduire la réalisation d'un parcours d'accompagnement justifié comptablement et en termes de réalisation, partiel ou complet, sur une base temporelle de 4 mois renouvelables expressément, ce délai étant le marqueur d'une volonté d'appui-engagement intensif réciproque entre le jeune et son référent.

Il peut prendre la forme d'un livret d'accompagnement capitalisant les travaux réalisés par le jeune, le diagnostic, les analyses, les préconisations du référent et des interventions externes complémentaires étayant la connaissance qu'a le jeune de ses aptitudes, compétences réalisés par les parrains, les bilans des périodes de mise en situation en milieu professionnel (PMSMP). Le livret d'accompagnement vient étayer une démarche progressive avec des étapes-jalon dans lesquelles le jeune vient valoriser ses acquis :

Au minimum, sont attendus dans un parcours d'accompagnement de qualité :

- 1- **un engagement réciproque** entre la structure accompagnante et le jeune NEET daté et cosigné ;
- 2- **un diagnostic d'entrée** dans le dispositif et la mise en place d'un plan d'actions individuelles et collectives, comprenant la collecte des pièces justificatives d'éligibilité du participant ;
- 3- **les comptes rendus** des entretiens individuels signés du référent ;
Le livret agrège les éléments d'analyses collectées en individuel et collectif :
 - a. les informations sur les aptitudes et compétences du jeune acquises, à travailler, à transposer dans le milieu professionnel, à objectiver dans le cadre d'une simulation sur atelier-métier ou en PMSMP
 - b. les informations d'ordre économique sur le bassin d'emploi du jeune
 - c. les informations sur les métiers accessibles pour lui sur le territoire et au-delà
 - d. les informations portant sur l'environnement social du jeune
- 4- **un bilan intermédiaire** pour faire le point, daté et consigné du jeune NEET et de son référent
le livret agrège ensuite toutes les preuves de confrontation au monde professionnel par
 - a. les mises en situation professionnelle effectuées simulées ou réelles,
 - b. les résultats des accompagnements spécifiques organisés (parrainage, contrats d'intérim, stages, voyages, salons professionnels, stage de mobilité, etc)
- 5- **un bilan final ou de reconduction expresse et justifiée** finalisant l'accompagnement et préconisant des solutions en fonction des compétences et aptitudes révélées/confirmées/à renforcer présentant, tel un instantané de sortie. Ce bilan permet de mesurer l'évolution du jeune au sein de ce parcours, l'objectif étant d'apprécier son gain d'autonomie sur un volet particulier de son diagnostic individuel et du plan d'action en découlant.

Ce type de livret repose sur le principe de planification d'actions individuelles et collectives proposées au jeune en fonction de l'évolution de ses besoins.

Le livret permet de traduire le cadencement de l'accompagnement et d'apprécier la dynamique et l'intensité du parcours d'accompagnement, l'articulation entre les actions en entreprise et les périodes de travail sur soi menées par le jeune sous l'impulsion de son référent et permet de suivre la révélation de ses compétences, et la nécessité, parfois, de les améliorer.

Le livret offre par ailleurs la possibilité de mesurer l'écart entre les actions prévues et celles effectivement réalisées, de constater la réactivité de la structure à s'adapter pour proposer des outils nouveaux, différenciés en fonction du besoin du jeune.

Tout planning de cadencement doit être intégré dans le livret.

Ce dernier doit être délivré au jeune NEET à la fin de son parcours.

Si la partie « Repérage » est intégrée dans le projet, il convient de tracer cette phase préalable justifiant le temps de travail du référent.

2.5 Les porteurs de projets éligibles

Sont admis tous les organismes et/ou structures partenaires de l'Etat oeuvrant pour l'insertion professionnelle des jeunes tels que les ...

- partenaires du service public de l'emploi au sens large
- collectivités territoriales et établissements publics
- associations
- partenaires du monde économique
- autres organismes publics ou privés menant des actions d'accès à l'emploi.

L'instruction permettra d'apprécier pour les porteurs de projets éligibles :

- Leur capacité financière à porter une opération IEJ ;
- Leur capacité à répondre aux exigences de la programmation IEJ, notamment concernant le respect des règles d'éligibilité du public NEET, la collecte des données participants et l'accès à l'emploi ou à la formation des jeunes ;
- L'absence de concurrence entre dispositifs y compris ceux déjà finançables par l'IEJ.

Les porteurs suivants seront particulièrement étudiés, voire écartés :

- le Conseil régional du Grand Est en raison des lignes de partage
- les conseils départementaux et Plie sur les champs d'intervention déjà couverts par leur convention de subvention globale portant sur l'axe 3 du PON FSE 2014-2020
- les porteurs dont l'activité ne se limite qu'à la formation
- les porteurs de projets éligibles ou cofinancés au titre du volet central du PON IEJ : Pôle Emploi, FPSPP, Agence de service civique, GIP académiques, OPCA, têtes de réseau nationales, toute structure dont l'activité principale se limite au repérage et à l'orientation initiale des publics vers d'autres acteurs.

3- Critères de sélection des projets

3.1 Textes de référence

Il appartient à l'autorité de gestion déléguée de proposer au comité régional de suivi inter-fonds (CRS) de définir des critères de sélection spécifiques pour les opérations susceptibles d'être financées au titre des trois volets déconcentrés de Champagne-Ardenne, Lorraine et Alsace du programme opérationnel national (PON) 2014-2020 pour la mise en oeuvre de l'Initiative pour l'Emploi des Jeunes (IEJ) en métropole et outre-mer.

Les trois CRS vont être consultés par écrit pour valider les critères de sélection tels que intégrés dans le présent document. Ils reprennent les critères nationaux validés en comité national de suivi FSE/IEJ.

Les règlements applicables aux fonds structurels européens dont le Fonds social européen (FSE) et l'initiative pour l'emploi des jeunes (IEJ) sont les suivants :

- Règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil.
- Règlement (UE) n° 1304/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds social européen et abrogeant le règlement (CE) n°1081/2006 du Conseil
- Programme opérationnel national pour la mise en œuvre de l'initiative pour l'emploi des jeunes en métropole et outre-mer, modifié et validé le 18/12/2017

Tous les gestionnaires et tous les bénéficiaires doivent se référer à ces règlements européens.

Par ailleurs, les projets doivent être conformes aux textes législatifs français suivants et aux accords régionaux signés ou en cours de signature :

- Décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020
- Arrêté du 8 mars 2016, modifié le 25 janvier 2017, pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020
- Accord sur les lignes de partage entre le Programme Opérationnel régional des fonds européens géré par le Conseil régional de Champagne Ardenne et les volets déconcentrés des PO nationaux FSE et IEJ gérés par l'Etat (Préfecture de région Champagne-Ardenne), signé le 15 janvier 2015,
- Accord sur les lignes de partage entre le Programme Opérationnel régional des fonds européens, géré par le Conseil régional GRAND EST pour le territoire lorrain et Alsacien et les volets déconcentrés des PO nationaux FSE et IEJ gérés par l'Etat (Préfecture de région Grand Est – volet lorrain et alsacien) en cours de rédaction.

La mise en œuvre de l'IEJ au titre du présent appel à projets régional Grand Est respecte la répartition des compétences entre le programme opérationnel national FSE Emploi-Inclusion 2014-2020, adopté par la Commission Européenne (CE) le 10 octobre 2014, modifié et adopté par la CE le 18 décembre 2017, et les trois programmes opérationnels régionaux FEDER/FSE Champagne-Ardenne / Lorraine / Alsace ainsi que les accords régionaux sur les lignes de partage entre les programmes.

Le programme opérationnel national IEJ en métropole et outre-mer a aussi été modifié, puis adopté par la Commission Européenne le 18 décembre 2017.

Les accords de lignes de partage existants entre l'Etat et la Région GRAND EST pour le volet de gestion (Champagne-Ardenne) sont actuellement applicables. Les accords applicables sur les territoires d'Alsace et sur les départements 54 et 57 seront publiés sur le site <http://www.grand-est.direccte.gouv.fr> dès qu'ils auront été adoptés par le comité régional de suivi pluri-fonds et signés par le Préfet de région et le Président de région.

En matière d'IEJ, il prévoit les lignes de partage suivantes :

- **Sur le volet déconcentré du PON IEJ :** pourront être cofinancées des actions d'accès à l'emploi comprenant le repérage et l'accompagnement (repérage hors PSAD, MLDS, préparation à l'emploi, préparations aux entretiens d'embauche, culture d'entreprise, relations avec les entreprises, intermédiation, immersion en entreprises).
- **Sur le programme opérationnel régional FEDER-FSE 2014-2020 au titre de l'IEJ sur l'axe 7 :** pourront être cofinancées des actions de formation des jeunes NEET, notamment celles mises en œuvre par l'école de deuxième chance et des opérations de formation innovantes. L'appel à projets correspondant au volet de gestion Champagne-Ardenne est en ligne sur http://europe-en-champagne-ardenne.eu/iej_2018_appel/.

Les critères de sélection pour la période 2018-2020 visent les crédits des 3 volets déconcentrés en Grand Est du programme opérationnel national pour la mise en œuvre de l'Initiative pour l'Emploi des Jeunes (PON IEJ) en métropole et outre-mer, sans possibilité de délégation à un organisme intermédiaire.

La définition de ces critères régionaux a pour objectif de financer certains projets et d'en exclure d'autres dont la valeur ajoutée n'apparaîtrait pas suffisante eu égard aux objectifs du programme opérationnel.

La sélection des projets s'appuie sur une analyse particulière du rapport coûts / avantages d'un apport du FSE-IEJ, en tenant compte de la logique « projet » et de l'effet levier de l'IEJ ainsi que du caractère original et transférable du projet.

Le cadre régional repose sur les principes suivants :

- Le respect des règlements européens et de la réglementation nationale ;
- Le respect des critères nationaux sur l'éligibilité et la temporalité des projets ;
- La fixation des critères de sélection communs ;
- Les orientations 2018-2020 des 3 volets déconcentrés de gestion du PON IEJ Alsace-Lorraine-Champagne-Ardenne pour l'axe prioritaire, l'objet thématique, la priorité d'investissement pour lesquels les crédits ont été réservés.

3.2 Les règles communes d'éligibilité et de sélection des opérations

Les opérations sélectionnées doivent contribuer à atteindre les objectifs fixés dans le présent appel à projets.

- Le diagnostic et le descriptif des opérations doivent être précis et détaillés dans la demande de subvention, tant pour le public visé, les objectifs à atteindre que pour les moyens opérationnels mobilisés à cette fin.

L'analyse de l'opération se fait selon les critères d'éligibilité suivants:

- **Éligibilité temporelle** : le calendrier de réalisation des actions proposées doit se situer entre le 01/01/2018 et le 31/12/2020. La durée minimum du projet est de 18 mois ; le projet respecte les paragraphes 1 et 2 de l'article 65 du règlement de l'UE n°1303/2013 du 17/12/2013.
- **Éligibilité géographique** : les jeunes repérés, puis suivis résident nécessairement dans les 8 départements éligibles au PON IEJ.
- **Éligibilité du public** : les jeunes ciblés par les actions du PON IEJ et du présent AAP doivent répondre obligatoirement aux caractéristiques de NEET (cf 2.1).
- **Respect des caractéristiques d'un projet IEJ** : les opérations sélectionnées doivent obligatoirement contribuer à atteindre les objectifs fixés par le présent AAP (cf 2.2). Seront tout particulièrement pris en compte le nombre de jeunes concernés et le degré d'éloignement du marché du travail des jeunes concernés.
- Elles doivent être menées au bénéfice direct ou indirect des jeunes NEET visés par le PON IEJ et contribuer à lever les freins à l'emploi sur les 8 départements éligibles du Grand Est.
- **Éligibilité de dépôt de candidature** : le projet doit obligatoirement être déposé avant le 30 juin 2018 à minuit sur www.ma-demarche-fse.fr.
- **Prise en compte des principes horizontaux** : le projet répond à un à plusieurs priorités transversales telles que l'égalité entre les femmes et les hommes, l'égalité des chances et de la non-discrimination et/ou le développement durable.
- **Respect des conditions de suivi et d'exécution** : les porteurs de projet doivent être en capacité de respecter les conditions de suivi et d'exécution de l'opération telles que prescrites dans les textes communautaires et nationaux applicables, en particulier les obligations liées au bénéfice d'une subvention de l'IEJ.

Sont privilégiées les opérations présentant une valeur ajoutée et répondant aux exigences suivantes :

- La logique et la pertinence de projet (stratégie, objectifs, moyens, résultats), la capacité d'animation et le partenariat réuni autour du projet ;
- L'effet levier du projet, sa capacité à attirer des jeunes exclus des circuits classiques d'accès à l'emploi et à soutenir des partenariats intersectoriels et territoriaux pour favoriser une approche intégrée et globale en matière d'emploi et d'inclusion active ;
- **Le caractère structurant, innovateur et transférable du projet ;**

- **La faisabilité de l'opération** : vérification de l'adéquation entre les moyens mobilisés et les résultats attendus (viabilité du calendrier, capacité opérationnelles et proportionnalité des moyens) ;
- Les projets qui conduisent à améliorer la situation du jeune sur le marché du travail et favoriser une sortie positive (emploi ou formation) ;
- **Le caractère réaliste des résultats visés** au regard de la qualité d'accompagnement attendue ;
- La capacité de l'opérateur à mettre en oeuvre les moyens nécessaires, humains et administratifs, pour assurer la bonne gestion de l'aide FSE-IEJ ;
- La capacité d'anticipation de l'opérateur aux obligations communautaires en termes de publicité ;
- L'adaptation des modalités d'action au degré d'éloignement du marché du travail ;
- La capacité de l'opérateur à recruter des participants (maillage territorial, détail des partenariats existants ou en construction, partenariat réel avec les acteurs du Service public de l'emploi) ;
- La simplicité de mise en œuvre ;
- La capacité financière de l'opérateur à avancer les dépenses dans l'attente du remboursement de l'aide FSE-IEJ ;
- **Le coût de l'action devant être en corrélation avec la qualité et le nombre de jeunes visés** ;
- La capacité de l'opérateur à mettre en œuvre les moyens humains et administratifs nécessaires en vue d'assurer la bonne gestion de l'aide IEJ/FSE incluant le renseignements des indicateurs et participants ;
- La capacité d'anticiper la mise en œuvre des obligations communautaires en terme de publicité et d'indicateurs.

3.3 Règles communes d'éligibilité et de justification des dépenses

Les dépenses présentées sont éligibles aux conditions suivantes :

- Elles sont liées et nécessaires à la réalisation de l'opération sélectionnée et sont supportées comptablement par l'organisme (sauf exceptions précisées dans les textes nationaux et exceptions européennes applicables) ;
- Elles doivent pouvoir être justifiées par des pièces comptables justificatives probantes à l'exception des forfaits ;
- Elles sont engagées, réalisées et acquittées selon les conditions prévues dans l'acte attributif de subvention, dans les limites fixées par le règlement général et le Programme opérationnel ;

Par ailleurs, conformément au règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013, portant dispositions communes relatives aux Fonds ESI, chapitre III, article 65, et pour cet appel à projets :

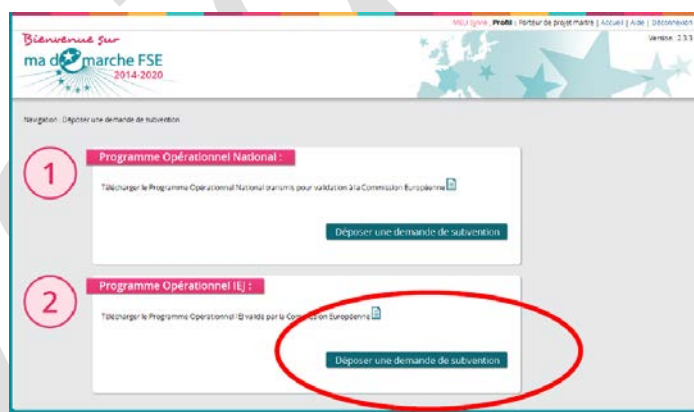
- une dépense est éligible si elle a été engagée à compter du 1er janvier 2014 et acquittée avant le 31 mars 2019 pour la tranche 2018 et avant le 31 mars 2020 pour la tranche 2019 et enfin, avant le 31 mars 2021 pour la tranche 2020.

- une opération n'est pas retenue pour bénéficier du soutien du FSE et du fonds IEJ si elle a été matériellement achevée ou totalement mise en œuvre avant que la demande de financement au titre du programme ne soit soumise par le bénéficiaire à l'autorité de gestion, que tous les paiements s'y rapportant aient ou non été effectués par le bénéficiaire.
- La programmation n'est pas conditionnée par la production des attestations de cofinancement (ou des lettres d'intention), ces pièces sont utiles au travail d'instruction et permettent de s'assurer de la capacité financière du porteur à mener le projet cofinancé au titre des crédits FSE/IEJ à terme. En effet, les organismes porteurs de projets doivent être en capacité de respecter les conditions de suivi et d'exécution de l'opération telles que prescrites par les textes communautaires et nationaux applicables.
- Dans tous les cas, le porteur est tenu de produire les attestations de versement des contreparties mobilisées en accompagnement du ou des bilan(s) intermédiaire(s) annuel(s) et/ou du bilan final en utilisant à cette fin le modèle d'attestation, mis à disposition des porteurs de projets en annexe. A défaut, les ressources non certifiées s'imputent sur la part d'autofinancement de l'organisme bénéficiaire et sont traitées comme telles dans le cadre du contrôle de service fait, selon les règles fixées en la matière dans le cadre du PON IEJ.

3.4 Les critères financiers de sélection des opérations

3.4.1 Critères financiers communs :

Les projets sélectionnés bénéficient d'un taux d'intervention maximum de 91,89% de fonds européens (FSE + IEJ). Bien que les fonds européens soient constitués à 50% d'IEJ et 50% de FSE, le candidat ne dépose qu'une seule demande en précisant, en phase de création, que la demande concerne le PON IEJ :



3.4.2 Critères financiers spécifiques aux dossiers suivis par la DIRECCTE GRAND EST :

En vue de sécuriser la programmation et d'assurer un impact régional fort et de qualité, les seuils d'intervention suivants sont fixés :

- Le seuil d'intervention des fonds européens ne peut être en-deçà de 60% dans la programmation.
- Le coût total éligible annuel ne peut être inférieur à 52 000€.

Exemple de montage : 52 396,40€ pour 12 mois dans le cadre de l'application du taux forfaitaire à 40% et de la présentation d'un projet basé sur 1 référent IEJ dédié à temps plein avec expérience, présentant un salaire chargé à 37 426€. Dans le cas présent, si le projet déposé est éligible à l'IEJ, il mobilise au maximum un montant FSE égal aux crédits IEJ mobilisés, soit, pour un montant de 24 073,53€ d'IEJ, un abondement de 24 073,53 € de FSE pour un total de fonds communautaires de 48 147,05€, la contrepartie nationale minimale étant de 4 249,35€ (8,11%) pour 12 mois.

Nb : les primes exceptionnelles sont inéligibles. Si des primes sont prévues au titre du dispositif IEJ, ce n'est envisageable que dans un cadre juridique précisé dans la demande, il convient de prévoir la dépense dans le projet ainsi que sa validation par le conseil d'administration ou l'instance délibérante de la structure porteuse.

- **Le coût total par participant ne peut être supérieur à 2 000€ sans hébergement, 3 000€ en cas d'hébergement intégré.**

Ces seuils ont pour objectif de recentrer des crédits FSE sur des projets de taille importante, portés par des structures disposant d'une capacité administrative et financière solide.

- **Obligation d'utilisation de coûts simplifiés adaptés à la structure des dépenses**

Pour la programmation 2014-2020, l'autorité de gestion privilégiera la programmation d'opérations présentant un taux de participation FSE significatif pour éviter au bénéficiaire de devoir justifier une assiette de dépenses surdimensionnée au regard du montant d'aide FSE qui lui est octroyé.

Par ailleurs, les opérations sélectionnées devront respecter les conditions financières spécifiques suivantes :

- **Salaire maximum accepté dans les dossiers de candidature** : une limitation de prise en charge des salaires est introduite et applicable à cet appel à projet. Le plafond s'élève ainsi à **90 000€ chargés** annuels par salarié. Si la politique salariale des candidats est libre, le service FSE plafonnera néanmoins sa participation à ce montant.
- **Salariés affectés à l'opération** : Aucun salarié intervenant à raison de moins de 10% de son temps de travail ne sera accepté dans les dossiers financés au titre des appels à projets de la Direccte GRAND EST. Pour les temps complets comme partiels, la demande de fonds doit être accompagnée des lettres de mission des personnes intervenantes et des contrats de travail. Au contrôle de service fait, pour les personnes à temps partiel, le temps passé et les réalisations sont à prouver par la fourniture des fiches-temps hebdomadaires, à défaut mensuelles, présentées à l'heure, avec les activités propres à l'opération mises en évidence, quantifiées, signées du salarié et son supérieur hiérarchique. Pour les activités propres à l'opération, la feuille d'heures doit spécifier le livrable ou le document prouvant la réalisation (feuille d'émargement pour une réunion, rapport pour une étude, powerpoint pour une présentation).
- **Les fonctions support ne sont pas admises en dépense directe de personnels** : Les salaires des employés affectés à des fonctions « support » (assistant, secrétaire, comptable) ainsi que les membres de direction sont inéligibles au sein du poste de dépenses directes de personnel et doivent être qualifiés de dépenses indirectes de fonctionnement, couvertes par la forfaitisation.
- **Pour les salariés affectés à temps partiel mensuellement fixe** : L'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période

2014-2020 a instauré une mesure de simplification relative au taux d'affectation des salariés à temps partiel mensuellement fixe sur une opération. Cette mesure de simplification est appliquée uniquement pour les personnes dont la dite périodicité est liée à un aspect organisationnel de la mise en oeuvre de l'opération cofinancée par le FSE.

A titre d'exemple, cette mesure peut être appliquée pour un salarié dont les fonctions relèvent d'un accueil du public, selon des horaires mensuellement fixes : accueil tous les mardis matin des participants d'une opération FSE par la personne référente en charge de cet accueil.

3.5 Réduction de la charge administrative

La forfaitisation des coûts évite à un bénéficiaire de devoir justifier les dépenses déclarées à partir de pièces comptables (factures, justificatifs d'acquittement, etc.), ce qui permet de diminuer la charge administrative du bénéficiaire liée aux différents niveaux de contrôle.

En particulier, la forfaitisation des coûts indirects a permis de diminuer non seulement le volume des pièces comptables contrôlées mais aussi de sécuriser ce type de dépenses.

Dans le cadre de la programmation 2014-2020, le règlement FSE n° 1304/2013 prévoit l'usage de 3 forfaits accessibles au porteur ne nécessitant pas une justification préalable dans le cadre d'une étude :

- un taux de 15 % maximum appliqué aux dépenses directes de personnel pour calculer un forfait de coûts indirects ;
- un taux de 40 % maximum appliqué aux dépenses directes de personnel pour couvrir l'ensemble des coûts restants de l'opération ;
- pour les opérations de moins de 500 000€ de coût total éligible par an, un taux forfaitaire de 20% appliqué aux dépenses directes de fonctionnement (hors dépenses directes de prestations) pour calculer les coûts indirects.

Cet appel à projets privilégiera les projets compatibles avec l'application du taux forfaitaire de 40% pour favoriser l'innovation d'actions envers les jeunes, simplifier et réduire les délais de procédure de gestion.

Exemple de calcul d'un projet appliquant le taux forfaitaire à 40% :

Montant des dépenses directes de personnels (salaires chargés des salariés du bénéficiaire, dédiés à l'opération) = 38 000€ par an, pour 1 référent dédié **chevronné**, par exemple,

Calcul du montant correspondant au forfait de 40% couvrant toutes les autres dépenses du projet : $38\,000\text{€} \times 40\% = 15\,200\text{€}$

Calcul du coût total éligible de l'opération : $38\,000\text{€} + 15\,200\text{€} = 53\,200\text{€}$.

Par conséquent, dans le cas d'un forfait à 40%, seules les dépenses directes de personnels en lien direct avec l'opération sont acceptées au réel sachant que seuls des référents dédiés à temps plein sont acceptés dans le cadre des accompagnements de NEETS en face-à-face.

Les autres dépenses directes doivent être décrites dans la demande de fonds FSE/IEJ en précisant les modes de calcul.

Attention, l'usage d'une option de coûts simplifiés ne lève pas l'obligation de respecter les règles nationales et européennes applicables, telles que les obligations liées à la publicité, à la mise en concurrence ainsi qu'aux aides d'Etat.

En phase d'instruction, en cas de recours à des prestations de service dans le forfait de 40%, les porteurs doivent préciser si la mise en concurrence est déjà réalisée, via la production d'un devis entre 1000 et 14 999,99€ HT d'achats, 3 devis entre 15 000 et 24 999,99€ HT d'achats de service homogènes ou de fournitures de même nature ;

Le forfait de 40% inclut toutes les autres dépenses du projet, soit tous les frais annexes induits par l'action des salariés travaillant directement dans le cadre de l'opération IEJ/FSE, par exemple :

- dépenses de personnels passant peu de temps sur le projet mais cependant nécessaire ; aucun contrat aidé n'est accepté sur ces postes de support ;
- dépenses directes et indirectes de fonctionnement ;
- dépenses d'hébergement, de déplacement, de restauration des salariés de la structure liés directement à l'opération FSE/IEJ ;
- dépenses de déplacements comprenant la restauration, l'hébergement des participants ;
- dépenses de prestations externes en lien direct avec l'accompagnement, hors formation professionnelle au sens du code du travail (rappel : la formation professionnelle des demandeurs d'emploi relève de la Région) ;
- dépenses de frais de conseils, d'expertise juridique, technique, comptable (*acquittement CAC*) et financière ;
- dépenses de frais de location ;
- dépenses liées à l'obligation communautaire de publicité ;
- dépenses d'échanges électroniques.

NB : en phase de contrôle de service fait, le bilan doit fournir les bulletins de salaire mensuels, le livre de paie si besoin (sous excel) ainsi que la preuve de l'acquittement, via l'intervention d'un commissaire aux comptes ; **si le contrôleur écarte une dépense directe de personnel insuffisamment justifiée comptablement et non comptablement** (preuve de réalisation insuffisante), **le total des dépenses directes de personnels retenu sera revu à la baisse, impactant mathématiquement le calcul du forfait de 40% basé sur cette assiette.**

Les dépenses présentées pour un ou plusieurs ETP dédiés sont déclarées sur la base des heures travaillées, lesquelles inclues dans la prise en charge par le projet, les heures de congés payés et les jours fériés légaux (hors congés maladie, etc... durant lesquels le référent ne serait pas en situation de travail donc sans lien direct avec l'opération). Il n'y donc pas lieu de prévoir des dépenses liées au remplacement du salarié pendant ces congés payés.

En revanche, en cas de congés pour arrêt maladie de longue durée, de congés maternité ou de démission du référent IEJ dédié faisant de l'accompagnement en face-à-face, il est possible de recruter à temps complet un autre référent sans tarder, sous réserve que le remplaçant possède des références et une expérience équivalente à la personne remplacée, ces éléments étant un critère de sélection initial du projet par l'autorité de gestion déléguée.

Il conviendra à cet effet de proposer le CV du nouvel intervenant à l'AGD (DIRECCTE) pour validation préalable.

Par nature, ce type de projet contient peu de dépenses de structure ; par conséquent, le forfait de 40% contient peu de dépenses indirectes.

Afin de simplifier le suivi des opérations par les bénéficiaires, il est recommandé de ne pas conventionner des indicateurs de réalisation et/ou de résultats différents des indicateurs d'évaluation fixés dans le programme opérationnel IEJ.

De même, il est préférable de privilégier des indicateurs ne nécessitant pas une justification du temps d'activité.

3.6 Vigilance sur le sur-financement

Au CSF, sera systématiquement réclamée la classe 7 du grand livre comptable pour vérifier les ressources perçues et écarter les risques de sur-financement. Les financements européens doivent donc être reportés dans les comptes de bilans de la structure sous forme de subvention prévisionnelle.

3.7 Durée de conventionnement des opérations

Afin d'assurer un levier et un impact régional important, la période de réalisation **ne peut être inférieur à 18 mois** sans pour autant dépasser **36 mois**, si l'opération débute au 1^{er} janvier 2018, date correspondant à l'entrée en vigueur de la décision de modification du PON IEJ.

La date limite de réalisation des opérations est fixée au **31 décembre 2020**.

Cas de prolongation ou réduction de la durée de la convention :

- Si le porteur prévoit une opération sur 18 mois (du 01/01/2018 au 30/06/2019) et souhaite par la suite la prolonger, la prolongation est possible par voie d'avenant déposé par le porteur de projet, 6 mois avant la fin de l'opération (avant le 30/12/2018). La durée de la convention initiale et ses avenants ne peut dépasser 36 mois.
- Si la convention porte sur 36 mois et le porteur souhaite réduire à 24 mois, cette réduction de durée s'effectue par voie d'avenant à déposer par le porteur 6 mois minimum avant le dépôt du bilan intermédiaire annuel suivant ou du bilan final, afin d'éviter d'éventuels trop-perçus.

3.8 Obligation de dématérialiser les échanges d'information entre les bénéficiaires et l'autorité de gestion, l'autorité de certification et l'autorité d'audit

La dématérialisation des processus de gestion est obligatoire via l'application « Ma démarche FSE ». Cette plateforme aide les bénéficiaires à chaque étape du renseignement des demandes de subvention FSE et des bilans d'exécutions (points de contrôle automatiques, étapes de saisie masquées en fonction de la nature de l'opération, conseils au bénéficiaire permettant d'anticiper d'éventuels échanges avec le gestionnaire).

La dématérialisation doit également permettre de limiter le volume des pièces pour lesquelles un archivage papier demeure nécessaire. Ainsi, l'ensemble des pièces ne donnant pas lieu à une

signature du bénéficiaire et/ou du gestionnaire peut être conservé seulement dans l'application sans qu'il soit nécessaire d'en archiver un exemplaire papier.

Il est fortement conseillé de scanner le livret d'accompagnement finalisé au fil de l'eau, une fois le parcours terminé. Ce document sera à fournir au contrôle de service fait sur échantillon de participants (minimum 30 par bilan) réalisé une fois le bilan déposé par le porteur.

3.9 Possibilité de préfinancement de la part FSE

Un préfinancement annualisé est possible, non systématique, pouvant aller jusqu'à 30% du cofinancement européen de la part du « fonds social européen ».

Exemple :

Un projet d'un coût total annuel de 52 396,40€ est constitué de 24 073,53€ d'IEJ + un abondement de 24 073,53 € de FSE pour un total de fonds communautaires de 48 147,05€ + la contrepartie nationale minimale étant de 4 249,35€ (8,11%).

L'avance pourrait aller jusqu'à 30% de 24 073,53€ de FSE, soit 7 222,05€ maximum.

3.10 Modalités et calendrier de dépôt des demandes

L'appel à projets est une procédure ouverte à tous les acteurs locaux remplissant les conditions d'éligibilité spécifiques à cet appel à projets ainsi que les critères communs de sélection des opérations individuelles éligibles à l'IEJ.

Tous les projets doivent être déposés en ligne sur le portail « Ma démarche FSE » après la mise en production de l'appel à projets.

Un dossier complet de demande de crédits IEJ, incluant les pièces annexes requises dans le modèle de subvention en vigueur, doit être saisi et validé dans « Ma démarche FSE » avant la fin de la période de réalisation de l'opération.

Afin d'optimiser l'instruction des dossiers et les opérations de programmation des opérations de l'année 2018-2020 concernant l'IEJ, la date butoir de dépôt des dossiers est fixée au **30/09/2018** pour cet appel à projets.

Aucune demande de subvention n'est recevable après cette date.

Pour fluidifier l'instruction des demandes, l'attention des porteurs de projets est appelée sur la nécessité de déposer les dossiers le plus rapidement possible sans attendre les dates butoirs. Les instructions sont réalisées au fil de l'eau sans attendre la clôture de l'appel à projets, une fois la recevabilité acceptée.

3 volets de gestion sont concernés par cet appel à projets. Il convient d'être vigilant dans le dépôt de votre demande en choisissant la région administrative de gestion correspondante :

Pour les projets GRAND EST, choisir l'appel à projet GRAND EST IEJ 2018-2020

... impactant les NEETS ...

des départements 08-10-51-52 :

→ choisir la région administrative « Champagne-Ardenne »

des départements 54-57 :

→ choisir la région administrative « Lorraine »

des départements 67-68 :

→ choisir la région administrative « Alsace »

3.11 Publicité et information

La transparence quant à l'intervention des fonds européens, la mise en valeur du rôle de l'Europe en France et la promotion du concours de l'Union européenne figurent parmi les priorités de la Commission européenne.

Ainsi, tout bénéficiaire de crédits du Fonds social européen du programme opérationnel national pour la mise en œuvre de l'initiative pour l'emploi des jeunes doit respecter les règles de publicité et d'information qui constituent une obligation réglementaire, quel que soit le montant de l'aide FSE attribuée.

Le règlement FSE n° 1304/13 précise à l'article 20 que :

- les bénéficiaires s'assurent que les participants à l'opération ont été explicitement informés du soutien de l'IEJ assuré par des fonds du FSE et la dotation spéciale pour l'IEJ ;
- tout document relatif à la mise en œuvre d'une opération, y compris toute attestation de participation ou autre, concernant une opération de ce type comprend, lorsqu'il est destiné au public ou aux participants, une mention indiquant que l'opération a bénéficié de l'IEJ.

C'est pourquoi toute demande de subvention doit impérativement comporter un descriptif des modalités prévisionnelles du respect des obligations de publicité de l'intervention du FSE.

Le respect de ces règles sera vérifié par le service gestionnaire tout au long de la mise en œuvre du projet. Le défaut de publicité constitue un motif de non remboursement de tout ou partie des dépenses afférentes au projet cofinancé.

Logos spécifiques à l'IEJ à accoler au drapeau européen (plusieurs choix de couleur sont donnés) :



LE PREFET DE REGION GRAND EST



Le site <http://www.fse.gouv.fr/communication/communiquer-sur-votre-projet-fse/la-logotheque-86> précise la doctrine suivante ; **il faut obligatoirement les éléments suivants sans les mixer avec la charte du PO national FSE :**

- Le drapeau européen avec la mention en dessous « Union Européenne »
- L'utilisation de la charte spécifique du PON IEJ uniquement.

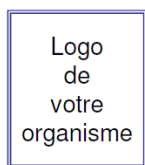
La charte « l'Europe s'engage en Grand Est » ne vaut que pour l'usage du PON FSE.

Or, les opérations éligibles à cet appel à projets relèvent du PO IEJ. Par conséquent, cette position ôte un logo (« l'Europe s'engage en Grand Est »).

Logos à disposer dans l'ordre suivant, de gauche à droite :

Au minimum, l'obligation communautaire de publicité veut :

Par exemple, pour les cartes de visite :



Union européenne

Ce projet est cofinancé par le Fonds social européen dans le cadre du programme opérationnel national « Initiative pour l'Emploi des Jeunes ».

Il est indispensable que ces logos ci-dessus soient présents, *a minima*, sur toutes les pages où des signatures du participant-NEET et/ou de l'accompagnateur IEJ sont présentes.

Optionnel : Sur les documents de type « livret d'accompagnement » ou feuille d'émargement, il est possible de rajouter la signature suivante, uniquement en bas de page :



Ce programme est cofinancé par l'Union européenne



4- Les indicateurs de résultats et de réalisation

Respect des obligations de collecte et de suivi des données des participants

Le règlement UE n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 contient des dispositions renforcées en matière de suivi des participants aux actions cofinancées par le Fonds social européen. Dans le but de mesurer les progrès réalisés, la Commission européenne souhaite que des données fiables soient disponibles en continu afin de pouvoir les agréger au niveau français et européen.

Les porteurs de projets devront obligatoirement renseigner les données relatives à chaque participant.

Le module de suivi est intégré au système d'information « Ma Démarche FSE » pour permettre la saisie des informations relatives aux participants directement dans le système d'information, dès leur entrée dans l'action. Les porteurs de projets doivent commencer à renseigner ce module dès la recevabilité administrative de leur demande de financement.

Pour le suivi des participants, des explications complémentaires (guide de suivi des participants, questionnaire et notice du questionnaire) sont téléchargeables en ligne sur Ma Démarche FSE : <https://ma-demarche-fse.fr>.

Un questionnaire d'aide au recueil des données à l'entrée des participants dans une action cofinancée par le Fonds social européen, une notice d'utilisation à destination des porteurs de projets, ainsi qu'un fichier Excel d'import des participants sont disponibles sous le lien suivant :

- sur le site <https://ma-demarche-fse.fr/demat/>, après vous être identifié et avoir créé votre demande de subvention, sélectionner l'onglet « Outils suivi participants »

Les données relatives aux sorties des participants (annexe I du règlement UE n°1304/2013 du Parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 relatif au FSE) **sont obligatoirement renseignées à la sortie du participant de l'action. Ces données doivent être collectées entre le moment où la personne quitte l'action (date de la sortie) et la quatrième semaine qui suit l'évènement.**

En outre, toutes les données d'entrée et de sortie des participants doivent être saisies dans le système d'information Ma Démarche FSE avant le dépôt du bilan final.

La qualité et la fiabilité des données renseignées par les porteurs de projets sont essentielles dans l'atteinte des valeurs cibles régionales pour le déclenchement de la réserve de performance.

Une correction forfaitaire sur les dépenses totales retenues après contrôle du service fait sur le bilan final de l'opération sera effectuée en cas de non-renseignement des données obligatoires mentionnées dans la convention.

Consignes de saisie pour les données relatives aux participants

La saisie des données à l'entrée

Chaque participant entrant dans une opération (et pour lequel on est en mesure de collecter l'ensemble des données personnelles telles qu'identifiées dans les indicateurs communs) doit être enregistré, y compris les participants qui abandonnent une opération avant la fin du terme.

Les données relatives aux caractéristiques du participant sont obligatoirement saisies dans le mois suivant son entrée dans l'action. Sinon, le participant n'est pas pris en compte dans l'action. L'utilisateur dispose d'un mois après le dernier enregistrement pour modifier les données saisies.

La saisie des données à la sortie

Les données sur les sorties doivent être enregistrés **entre le moment où la personne quitte l'action (date de sortie) et la quatrième semaine qui suit l'évènement**, indépendamment du fait que le participant a été au terme de l'action ou non.

Si la saisie a lieu plus d'un mois après la sortie du participant, alors les résultats ne sont pas considérées comme immédiats et le participant devient inéligible.

5- le service instructeur

Les demandes de concours sont instruites par le service régional du FSE de la DIRECCTE GRAND EST dont les équipes locales sont basées à :

- Chalons – 60 avenue Daniel Simonnot 51038 Chalons pour les projets des départements 08-10-51-52 ;
- Nancy – 10 rue de Mazagran 54 000 Nancy pour les projets des départements 54-57 ;
- Strasbourg – 6 rue G. A. Hirn 67085 STRASBOURG CEDEX pour les départements 67-68.

6- Réunions d'appui au montage de projets

Des réunions d'appui au montage de projets vous seront proposées auxquelles vous pourrez vous inscrire. Le planning vous sera communiqué via le site web de la DIRECCTE GRAND EST sous <http://grand-est.direccte.gouv.fr/Programme-operationnel-national-FSE-2014-2020>;

ANNEXE n°1 : pièces justificatives d'éligibilité des participants

Conditions particulières de justification de l'éligibilité géographique des participants

Seuls sont éligibles à ces projets les jeunes NEET :

- habitants sur l'un des 4 départements de la zone géographique correspondante au périmètre de gestion du projet champardennais (Ardennes – Aube – Haute-Marne – Marne) ;
- habitant sur l'un des 2 départements de la zone géographique correspondante au périmètre de gestion du projet alsacien (Bas-Rhin, Haut-Rhin) ;
- habitant sur les 2 des 4 départements de la zone géographique correspondante au périmètre de gestion du projet lorrain (Moselle et Meurthe et Moselle uniquement) ;

Il convient de pouvoir justifier à la fois de l'éligibilité du jeune en vérifiant qu'il répond au critère de NEET au moment de son entrée dans le dispositif (jeune âgé de moins de 26 ans, ni en emploi, ni en études, ni en formation) et de la réalité de l'action.

Les pièces devant être transmises pour attester l'éligibilité du participant :

Critère d'éligibilité n°1 - l'âge :	Participant âgé de moins de 26 ans à l'entrée dans l'opération	Pièces justificatives attendues au CSF	Scan lisible de la pièce d'identité recto/verso en cours de validité ou d'une carte de séjour valide recto/verso autorisant son détenteur à demeurer sur le territoire français ou tout autre document probant (ex : carte vitale avec photo)
Critère d'éligibilité n°2 : la résidence	Participant résidant → en Champagne-Ardenne pour un projet financé par la Champagne-Ardenne (08-10-51-52) → en Alsace pour un projet financé par l'Alsace (67-68) → en Moselle ou Meurthe-et-Moselle pour un projet financé en Lorraine (54-57)	Pièces justificatives attendues au CSF	SOIT Justificatif de domicile conforme au droit français : <ul style="list-style-type: none"> • Justificatif de domicile de moins d'un an si le jeune est locataire / propriétaire ; • Si hébergement par un parent avec le même nom de famille : justificatif de domicile de l'hébergeur + attestation d'hébergement ; • Si hébergement par un parent avec un nom de famille différent ou chez un tiers : justificatif de domicile de l'hébergeur + attestation d'hébergement + copie d'une pièce d'identité de l'hébergeur ; • Si sans domicile fixe ou hébergement dans une structure : attestation d'élection de domicile remplie par les CCAS ou par tout organisme agréé par les préfectures selon le modèle Cerfa n° 13482*02 ou attestation de la structure hébergeuse. SOIT attestation d'inscription du participant à la mission locale située dans l'un des 8 départements éligibles ; <i>L'attestation doit préciser que le jeune était inscrit à la mission locale à la date d'entrée dans l'opération, l'adresse physique de la ML valant lieu de résidence du NEET.</i>

			SOIT attestation d'inscription du participant à Pôle Emploi (agence PE située dans l'un des 8 départements éligibles), l'adresse de l'antenne PE valant lieu de résidence du NEET, si et seulement si le jeune est déjà inscrit ;
Critère d'éligibilité n°3 – la qualité de NEET	Participant NEET au moment de son entrée dans l'opération (ni en emploi, ni en formation, ni à l'école)	Pièces justificatives attendues au CSF	<p><i>Pour les NEETS inscrits ou pas à Pôle Emploi :</i> Attestation sur l'honneur qui mentionne que le participant n'est ni en emploi, ni en études, ni en formation. Le justificatif qui permet de valider la situation de NEET du participant lorsqu'il entre dans l'opération doit obligatoirement être co-signé par la structure accompagnante (bénéficiaire) ET par le jeune (participant). La signature de la structure accompagnante n'est pas suffisante (annexe 2).</p> <p><i>Pour les NEETS inscrits à Pôle Emploi :</i> -Concernant les structures bénéficiaires qui ont accès au dossier unique demandeur d'emploi (DUDE) informatisé : en plus du dossier participant individuel, une copie de la consultation du système DUDE doit être fournie : écran de synthèse + écran listant les périodes de formation + écran listant les périodes en emploi -Pour les autres structures : attestation récente d'inscription à Pôle Emploi de moins de 2 mois</p>

ANNEXE n° 2 : MODELE D'ATTESTATION D'ELIGIBILITE

ATTESTATION DE LA QUALITE DE NEET

Je soussigné(e), [nom prénom], [responsable de la structure xxx], atteste que [nom et prénom du jeune participant], né le XX/XX/XXX, répond au critère de NEET en n'étant à la date d'entrée dans l'opération :

- ni en emploi ;
- ni en formation ;
- ni scolarisé ou étudiant.

Je, soussigné [nom et prénom du jeune participant], atteste être domicilié au [adresse du domicile du jeune].

- ☐ Je, soussigné [nom et prénom du jeune participant], atteste être inactif, non inscrit à Pôle Emploi.
- OU
- ☐ Je, soussigné [nom et prénom du jeune participant], atteste être inscrit à Pôle Emploi (copies d'écran DUDE associées).

Fait à [lieu], le [date]

Signatures

Responsable de la structure ou du référent IEJ par délégation + cachet Nom et prénom	Jeune bénéficiaire Nom et prénom

ANNEXE n°3 : ATTESTATION D'ELECTION DE DOMICILE

=> pour les sans domicile fixe

Cerfa 13482*02



cerfa_13482-02.pdf

ANNEXE n°4 : exemple de livret d'accompagnement (pour les missions locales par ex)

Il s'agit d'un exemple **entièrement modifiable**, qui reprend cependant la structure du parcours justifié partiel / complet avec ses étapes validantes.





Exemple Livret
d'accompagnement.d

ANNEXE n°5 : démarrage « pas à pas » de création de la demande



2014-11-06 Appui au
dépôt de dossier de c

ANNEXE 6 : modèles d'engagement et de paiement des ressources à faire signer par les co-financeurs publics ou privés intervenant dans le cadre des contreparties du projet (hors autofinancement)

Attestation d'engagement à fournir en début de projet dès signature de la convention par le co-financeur :	 Modele Attestation Engagement IEJ 201€
Attestation de paiement signé du co-financeur, à fournir avec chaque bilan, à associer au relevé bancaire :	 Modele Attestation paiement IEJ 2018-2€

ANNEXE 7 : exemple de structuration de lettre de mission pour tout référent opérationnel intervenant sur l'opération (référent dédié par ex) :



modele lettre de
mission.docx